



Des signes de reprise tangibles au 1^{er} trimestre 2016

Dans un contexte national d'accélération de l'activité au 1^{er} trimestre 2016, la reprise se confirme en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. L'emploi salarié marchand poursuit sa croissance mais à un rythme plus modéré que fin 2015, pénalisé par la chute de l'interim. Le taux de chômage se stabilise à 9,6 %. La demande d'emploi stagne, celle des jeunes continue de baisser. Le nombre de logements autorisés à la construction reste bien orienté et celui des logements commencés repart à la hausse. L'hôtellerie réalise son meilleur premier trimestre depuis au moins six ans, avec une fréquentation dopée par la clientèle étrangère. Le nombre de créations d'entreprises continue d'augmenter, notamment grâce au dynamisme des créations d'entreprises classiques. Le nombre de défaillances d'entreprises diminue de nouveau et se replie fortement dans l'industrie.

Caroline Geindre, Damien Noury, Virginie Régnier, Insee

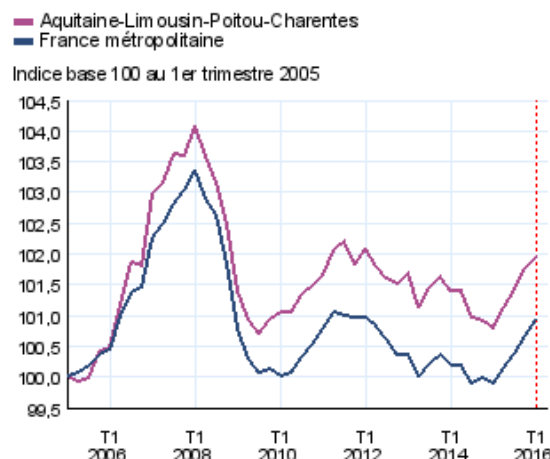
Rédaction achevée le 11 juillet 2016

Hausse modérée de l'emploi salarié

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi salarié marchand non agricole continue de progresser en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC), de 0,2 % après + 0,3 % au 4^e trimestre 2015, soit un gain de près de 2 200 emplois sur un trimestre. L'emploi bénéficierait toujours des politiques d'allègement du coût du travail : le pacte de responsabilité, le CICE et plus récemment le dispositif Embauche PME. C'est le quatrième trimestre consécutif de hausse de l'emploi, une dynamique que n'avait pas connue la région depuis le 3^e trimestre 2011 (*figure 1*). Néanmoins, la croissance de l'emploi est inférieure à celle de la France métropolitaine (+ 0,3 %) emmenée par les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 0,9 %), Pays de la Loire (+ 0,8 %) et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (+ 0,6 %). Elle place l'ALPC au 9^e rang des régions. Sur un an, l'emploi régional croît de 1,1 %, proche du niveau national (+ 1,0 %).

Au 1^{er} trimestre 2016 en ALPC, l'emploi diminue de 0,2 % dans l'industrie après une stabilisation fin 2015 (*figure 2*). Il conforte sa croissance dans le seul secteur de la « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » (+ 0,7 % après + 0,5 %). Tous les autres secteurs industriels perdent des emplois, en particulier celui de la « fabrication d'éléments électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » (- 0,6 %) touché par de nombreuses liquidations judiciaires, notamment en Charente-Maritime (plus de 200 destructions nettes d'emploi pour ce département dans ce secteur).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles, données provisoires pour le premier trimestre 2016.

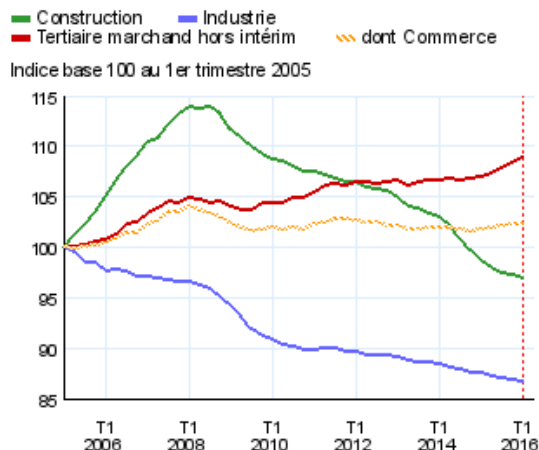
Source : Insee, estimations d'emploi

La baisse de l'emploi s'accroît dans la construction au 1^{er} trimestre 2016 (- 0,4 %), après s'être atténuée au trimestre précédent (- 0,2 %). La région perd ainsi plus de 400 emplois dans ce secteur. Néanmoins sur un an, suivant la tendance nationale, le déclin se réduit dans la région : - 1,7 % après - 2,5 % au 4^e trimestre 2015.

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi dans le commerce reste bien orienté en ALPC : + 0,1 % comme au trimestre précédent (+ 260 postes), taux inférieur toutefois au niveau national (+ 0,3 %). Sur un an, la hausse se poursuit, elle est de 0,6 % dans la région et de 1,0 % en France métropolitaine.

L'emploi accélère dans les services marchands hors intérim au 1^{er} trimestre dans la région (+ 0,7 % après + 0,4 %). Ce secteur gagne près de 3 900 emplois, dont quatre sur dix relèvent de l'hébergement-restauration. Ce dernier connaît un essor vif de 1,9 %, en lien avec la hausse de fréquentation hôtelière observée ce trimestre. Les autres secteurs progressent également, notamment celui des activités financières et d'assurance (+ 1,1 %). Sur un an, l'emploi dans les services marchands hors intérim se renforce, + 2,3 % soit 11 850 emplois de plus.

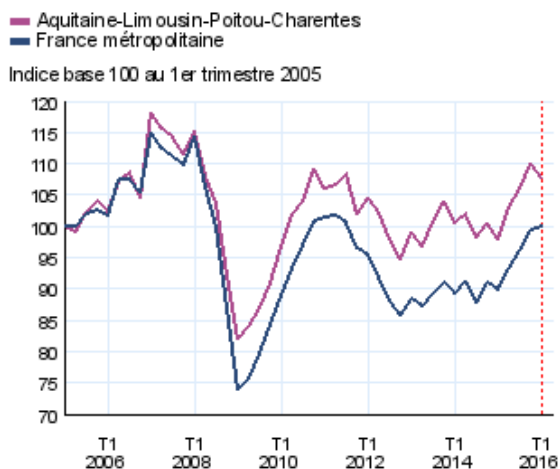
2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en ALPC



Chute dans l'intérim

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi s'enraye dans l'intérim (- 2,1 %) après trois trimestres consécutifs de hausse, soit une perte de 1 100 emplois (figure 3). Celui-ci pénalise la croissance de l'emploi salarié marchand régional qui progresse de 0,3 % sans l'intérim. Au niveau national, la croissance de l'emploi intérimaire ralentit (+ 0,3 % après + 3,3 %). Sur un an, l'intérim soutient toujours la croissance en emploi dans la région (+ 10,1 %), comme au niveau national (+ 10,5 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



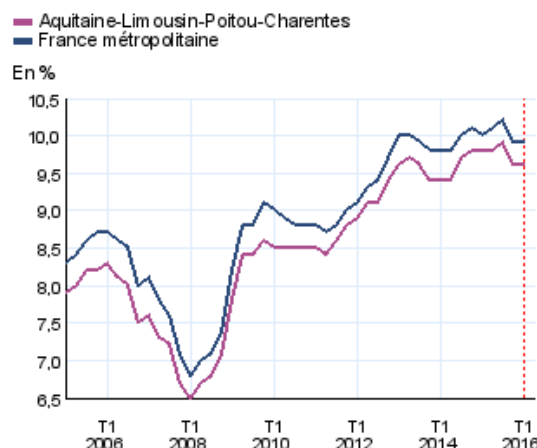
Le taux de chômage se stabilise

Au 1^{er} trimestre 2016, le taux de chômage se stabilise en ALPC et s'élève à 9,6 % de la population active. En France métropolitaine, il se maintient à 9,9 % comme au trimestre précédent (figure 4).

Dans la région, le taux de chômage se stabilise dans la moitié des départements. Il diminue de 0,1 point en Charente-Maritime, en Gironde, dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques alors qu'il augmente de 0,1 point en Corrèze et en Lot-et-Garonne.

Sur un an, le taux de chômage régional se replie de 0,2 point. Le recul s'observe dans neuf départements, en particulier en Dordogne, dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques (- 0,3 point). Il se maintient toujours en Haute-Vienne mais augmente en Corrèze (+ 0,2 point) et en Lot-et-Garonne (+ 0,1 point).

4 Taux de chômage



La demande d'emploi des jeunes en baisse

Au 1^{er} trimestre 2016, la demande d'emploi stagne en ALPC après une hausse de 0,7 % au 4^e trimestre 2015. Fin mars 2016, plus de 495 000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C (données corrigées des variations saisonnières) sont inscrits à Pôle emploi. Au niveau national, la demande d'emploi se rétracte pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2008, - 0,4 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans recule de 1,5 % au 1^{er} trimestre 2016, une baisse continue entamée depuis le 3^e trimestre 2015, soit 1 800 demandeurs d'emploi en moins sur cette période. En revanche, les nombres de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus et de longue durée continuent de s'accroître au 1^{er} trimestre (respectivement + 1,0 % et + 0,7 %) mais de manière moins soutenue que fin 2015.

La demande d'emploi diminue sur un trimestre en Haute-Vienne (- 1,9 %), en Creuse et Corrèze (- 1,4 %) et en Charente-Maritime (- 0,7 %). Elle stagne dans les Pyrénées-Atlantiques et augmente particulièrement dans les Landes (+ 1,6 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'accroître : + 3,2 % par rapport à fin mars 2015 dans la région et + 3,0 % en France métropolitaine.

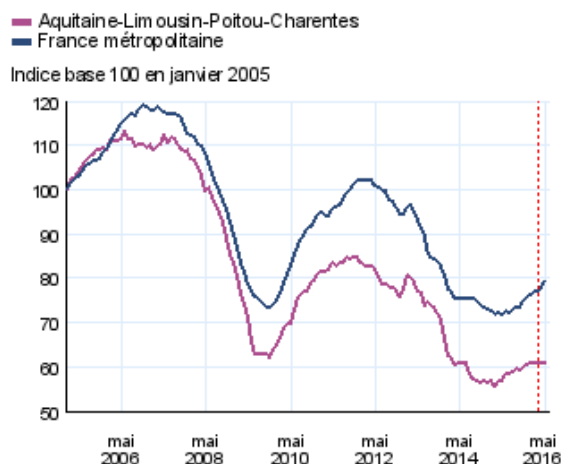
Des signes de reprise pour le bâtiment

En ALPC, le nombre de logements autorisés à la construction au cours des 12 derniers mois s'établit à 39 400 fin mars 2016. Il progresse de 1,0 % par rapport au cumul atteint fin décembre 2015, contre + 1,6 % au niveau national (figure 5).

Au niveau départemental, la Haute-Vienne et les Landes affichent les évolutions les plus élevées (respectivement + 13,5 % et + 9,4 %), le Lot-et-Garonne et la Vienne les plus fortes baisses (- 16,7 % et - 7,5 %).

En rythme annuel, le nombre de logements autorisés en ALPC augmente de 9,8 %, après un 2^e semestre 2015 en hausse. Cette progression est portée essentiellement par le segment des logements collectifs (+ 24 %). Au niveau national, les autorisations demeurent également bien orientées (+ 7,6 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



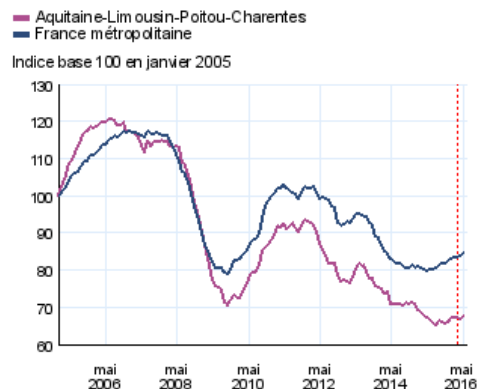
Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Au 1^{er} trimestre en ALPC, en cumul sur 12 mois, les mises en chantier totalisent 34 700 logements. Le nombre de logements commencés repart ainsi à la hausse (+ 2,4 % après - 1,2 %) (figure 6). En France métropolitaine, il poursuit sa croissance quasiment au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 1,1 %). Dans la région, il progresse dans sept départements, et plus particulièrement en Charente-Maritime (+ 15,0 %) et dans les Pyrénées-Atlantiques (+ 7,9 %). À l'inverse, cinq départements s'orientent à la baisse, avec un repli plus marqué en Creuse, Haute-Vienne et Lot-et-Garonne.

Sur un an, la baisse du nombre de logements commencés s'atténue fortement en ALPC (- 1,6 % après - 7,1 %).

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

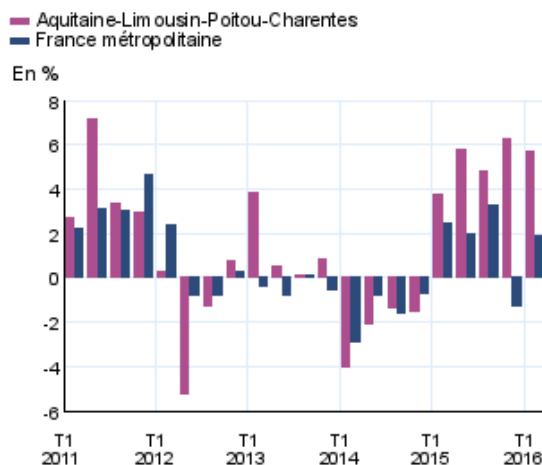
La clientèle étrangère dope la fréquentation hôtelière

Après quatre trimestres consécutifs de hausse, le nombre de nuitées dans les hôtels d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes poursuit sa croissance au 1^{er} trimestre 2016 : + 5,7 %, par rapport au 1^{er} trimestre 2015 (figure 7). Les effets de calendrier contribuent en partie à ce bon résultat : un jour de plus en février (2016 étant bissextile) et le week-end de Pâques en mars au lieu d'avril les années précédentes. Avec 2,5 millions de nuitées enregistrées, non seulement la fréquentation est au plus haut pour un premier trimestre, mais elle l'est aussi pour chacun des mois de janvier à mars 2016, depuis au moins six ans.

Au 1^{er} trimestre 2016, plus d'un tiers de la hausse de fréquentation hôtelière est imputable à la clientèle étrangère, alors que celle-ci représente 10 % des nuitées. L'essor de la fréquentation étrangère s'affirme, avec + 23 % de nuitées sur un an. En six ans, le nombre de nuitées étrangères s'est accru de plus de moitié. Néanmoins, la clientèle française est le principal moteur de la croissance de la fréquentation avec un nombre de nuitées en hausse de 4 % sur un an.

Au 1^{er} trimestre 2016, le département de la Gironde porte à lui seul plus de 40 % de la croissance des nuitées de la région, avec une augmentation des nuitées de 8,0 % sur un an. La fréquentation de tous les départements de la région est en hausse, à l'exception de celle de Dordogne quasi stable.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



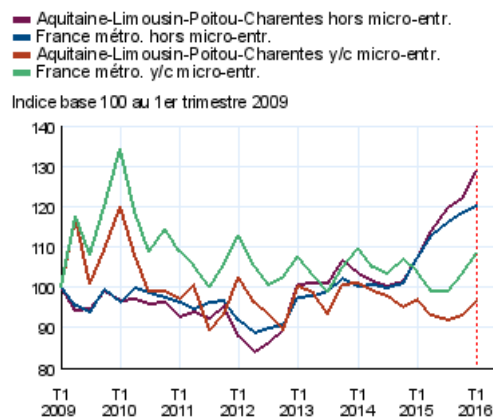
Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.

Source : Insee, en partenariat avec les Comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Nouvelle hausse des créations d'entreprises

Au 1^{er} trimestre 2016 en ALPC, le nombre de créations d'entreprises augmente de nouveau après une fin d'année 2015 bien orientée (+ 3,7 % après + 1,3 %) (figure 8). Ainsi, 11 620 entreprises ont été créées entre janvier et mars 2016. Cette hausse résulte de la timide reprise des immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 1,0 %) et de la progression des immatriculations d'entreprises classiques (+ 5,6 %). En France métropolitaine, le nombre de créations totales progresse davantage (+ 5,1 %), grâce notamment à la bonne tenue des créations de micro-entrepreneurs.

8 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Sur un an, le nombre de créations totales s'oriente à la baisse dans la région (- 0,6 %). Le dynamisme des immatriculations d'entreprises hors micro-entrepreneurs (+ 20,4 %) ne suffit pas à compenser la chute des immatriculations de micro-entrepreneurs (- 22,0 %).

En France métropolitaine, après quatre trimestres défavorables, les créations d'entreprises repartent à la hausse (+ 4,7 %), la baisse des créations de micro-entrepreneurs s'avérant de moindre ampleur que dans la région ALPC (- 3,6 %).

Au 1^{er} trimestre 2016, les créations d'entreprises reculent de 0,3 % dans l'industrie et de 0,2 % dans le secteur regroupant le commerce, les transports et l'hébergement-restauration. Elles progressent dans le secteur des services (+ 6,2 %) et plus modestement dans la construction (+ 3,7 %). Sur un an, les créations totales n'augmentent que dans le secteur des services.

En rythme annuel, les créations totales cumulées d'avril 2015 à mars 2016 baissent dans tous les départements, à l'exception de la Gironde et des Pyrénées-Atlantiques proches de la stabilité (- 0,1 %). Le recul est particulièrement marqué en Charente (- 11,9 %) et en Lot-et-Garonne (- 9,6 %).

En ALPC, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois s'établit à 5 300 fin mars 2016. Il diminue de nouveau : - 5,5 % par rapport au cumul atteint fin décembre 2015, et - 9,6 % par rapport à celui de fin mars 2015 (figure 9). En France métropolitaine, le recul des défaillances s'avère plus modéré sur un trimestre (- 3,0 %) comme sur un an (- 4,0 %).

Sur un trimestre, les défaillances reculent dans tous départements de la région, à l'exception de la Dordogne où elles augmentent très légèrement.

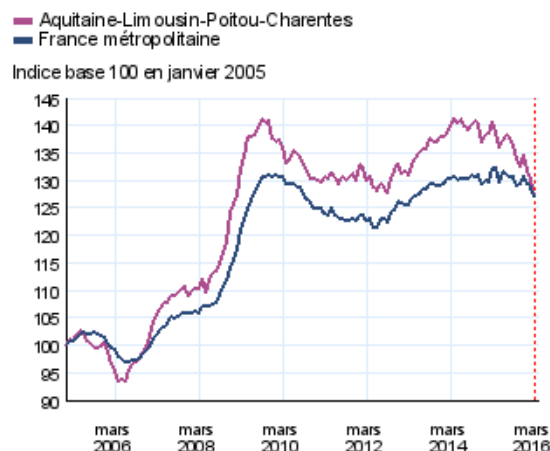
Le repli est particulièrement marqué dans la Vienne (- 13,2 %) et en Charente-Maritime (- 11,5 %). Avec 1 500 défaillances jugées depuis mars 2015, la Gironde représente 28 % du total des défaillances en ALPC.

La croissance française accélère au premier trimestre 2016 (+ 0,6 %)

En France, l'activité bénéficie d'impulsions extérieures. Le baril de pétrole reste mi-2016 environ moitié moins cher que mi-2014, ce qui contribue à une inflation encore faible, et stimule le pouvoir d'achat des ménages. Celui-ci est soutenu par la diffusion de l'accélération de l'activité à l'emploi. Avec le bas coût du pétrole, les entreprises redressent leur taux de marge, ce qui, couplé à la baisse des taux d'intérêt, améliore les conditions de financement de l'investissement productif. Celui-ci serait le principal facteur de l'accélération de l'activité en 2016. Au premier trimestre, des facteurs temporaires ont joué : rebond des dépenses de chauffage, de celles de services auparavant affectées par les attentats du 13 novembre ou préparation de l'Euro 2016 de football. Ainsi, au premier trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume accélère : + 0,6 %, après + 0,4 % au dernier trimestre 2015. En 2016, la croissance s'élèverait à + 1,6 %, sa plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi qui augmenterait de 210 000 en 2016. Le taux de chômage « France entière » baisserait à 9,8 % de la population active en fin d'année et à 9,5 % en France métropolitaine.

Les défaillances régionales se replient notamment dans l'industrie (- 10,2 %) et le soutien aux entreprises (- 9,1 %). Les défaillances dans la construction et le commerce reculent dans une moindre mesure (- 6,6 % et - 4,0 %) et représentent encore près d'une défaillance sur deux en ALPC. Elles diminuent aussi sensiblement dans l'hébergement-restauration (- 4,5 %). Seules les défaillances dans l'information-communication et dans les activités immobilières continuent d'augmenter, mais moins fortement que fin 2015. ■

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 22 juin 2016, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. Source : Fiben, Banque de France

La reprise s'auto-entretient dans la zone euro

Dans les pays émergents, l'activité est restée atone au premier trimestre 2016, après avoir beaucoup ralenti en 2015. Le produit intérieur brut du Brésil a continué de se contracter. En revanche, l'activité s'est stabilisée en Russie après plusieurs trimestres de recul. En Chine, l'activité a encore nettement ralenti et les importations ont fortement reculé. Au total, les importations des économies émergentes ont fortement diminué au premier trimestre, et le commerce mondial s'est contracté.

Au premier trimestre 2016, les exportations des économies avancées ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, ce qui a pesé sur la croissance. Dans la zone euro, l'activité a accéléré nettement, tirée par la production industrielle. Avec l'essoufflement des impulsions externes qui ont porté la croissance en 2015, comme la dépréciation de l'euro et la chute des prix du pétrole, les moteurs internes prennent le relais. Stimulée par une nouvelle progression de l'emploi et des salaires, la consommation privée continue en effet de soutenir l'activité, si bien que la reprise s'auto-entretient dans la zone euro.

Insee Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
5 rue Sainte-Catherine
BP 557 86020 Poitiers Cedex

Directrice de la publication :
Fabienne Le Hellaye
Rédacteur en chef :
Jean Sebban

ISSN : 2492-699X
© Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de juin 2016 « La reprise s'auto-entretient dans la zone euro »
[www.insee.fr/Thèmes/Conjoncture/Analyse de la conjoncture](http://www.insee.fr/Thèmes/Conjoncture/Analyse%20de%20la%20conjoncture)
- Tableau de bord de la conjoncture régionale
[www.insee.fr/Thèmes/Conjoncture/Conjoncture régionale/Région/Tableau de bord de conjoncture de la région](http://www.insee.fr/Thèmes/Conjoncture/Conjoncture%20régionale/Région/Tableau%20de%20bord%20de%20conjoncture%20de%20la%20région)
- Geindre C., « Au premier trimestre 2016, toujours plus d'emplois en ALPC », *Insee Flash Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes* n°12, juillet 2016.
- Geindre C., « Le chômage se stabilise en ALPC au 1^{er} trimestre 2016 », *Insee Flash Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes* n°13, juillet 2016.

